

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 69 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2664 - Prix : 1€

**G7 : festival international du mensonge** *Page 5*

**Chômage : l'art de bidonner les statistiques** *Page 3*

**Blanquer : recalé !** *Page 6*

**Pénuries de médicaments : la santé malade du profit** *Page 8*

**Féminicides : le gouvernement laisse faire** *Page 9*

**Brésil**  
**L'Amazonie brûle !** *Page 11*

## G7, Amazonie en feu...

### L'irresponsabilité des brigands capitalistes qui dirigent le monde

CHRISTIAN NIEL BERLINCK/DPA

## G7 à Biarritz : la réunion des brigands qui dirigent le monde

Des dizaines de millions d'euros, plus de 10 000 policiers et gendarmes, la ville de Biarritz et sa région mises en état de siège... Il a fallu en mobiliser des hommes et beaucoup d'argent pour que puisse se tenir le G7, ce sommet des sept États les plus puissants de la planète... et surtout sommet de mensonges et d'hypocrisie !



Pour ces dirigeants, ce genre de grande réunion internationale est l'occasion de se mettre en scène devant leur opinion publique. Et dans ce domaine, Macron a mis le paquet ! Omniprésent dans les médias, il a tenté d'apparaître comme celui qui pourrait sauver l'Amazonie ravagée par les incendies et les océans menacés par la pollution.

Les yeux fixés sur l'horizon des prochaines élections, ce président des riches essaye de « verdir » son image, mais pendant qu'il fait des discours sur l'écologie, son gouvernement défend les intérêts du pétrolier Total, responsable de pollutions aux quatre coins de la planète ; et l'actualité récente concernant le glyphosate ou les boues rouges de Gardanne a montré que, pas plus en France qu'au Brésil, les industriels de la chimie ou de l'agroalimentaire ne se voient imposer des mesures susceptibles de diminuer leurs profits !

Pour Macron et ses ministres, comme pour tous les dirigeants des États impérialistes, il n'est jamais question de s'en prendre d'une manière ou d'une autre aux groupes capitalistes dont ils servent les intérêts.

Crise économique, guerres commerciales et menaces de récession, pollution et réchauffement climatique, tout cela était censé être au programme des discussions de ces chefs d'État qui se sont pavanés ce week-end devant les télévisions du monde entier. Mais ils ont surtout montré une nouvelle fois à quel point ils sont bien incapables, quand bien même ils le voudraient, de trouver des solutions aux méfaits engendrés par leur système.

Ils ne sont que les brigands en chef d'une organisation économique fondée sur l'exploitation et le pillage des peuples et des richesses de la planète. S'ils sont unis par une même volonté de préserver un ordre social de plus en plus inégalitaire et violent, ils se préoccupent chacun de défendre la part de butin de leurs capitalistes nationaux dans un contexte d'aggravation de la crise. La brutalité et le cynisme de Trump, qui utilise les moyens de pression que lui donne la toute puissance des États-Unis, ne font que souligner d'une manière crue la réalité des relations dans un monde impérialiste basé sur les rapports de forces.

Ni les capitalistes, ni les États à leur service ne sont capables d'empêcher leur économie de s'enfoncer toujours plus dans la crise. Dans cette organisation fondée sur la propriété privée des moyens de production et des banques, chaque capitaliste est libre de déplacer ses capitaux comme il l'entend, avec comme seul objectif d'accroître leur rentabilité.

Pour garantir leurs profits, les capitalistes ont licencié massivement et aggravé l'exploitation. Ils ont privilégié le développement de la finance, beaucoup plus lucrative que les activités productives. L'économie a été transformée en un véritable château de cartes qu'une panique boursière peut faire s'écrouler du jour au lendemain. Les profits d'une minorité ont explosé mais c'est au prix de l'explosion partout du chômage et des inégalités, et du maintien de régions entières dans le sous-développement. Les menaces de crises économiques et de crises climatiques aux conséquences de plus en plus graves rendent d'autant plus dérisoire la comédie à laquelle viennent de se livrer les dirigeants du G7.

Permettre à la population de reprendre le contrôle de l'économie et mettre fin à son fonctionnement anarchique est possible à la condition d'exproprier les grands groupes capitalistes. Sous le contrôle des travailleurs, il sera alors possible d'organiser démocratiquement l'activité économique afin de répondre aux besoins de la majorité avec le souci de préserver l'environnement.

Placés au cœur de la production, les travailleurs constituent une force concentrée, organisée, la seule classe sociale qui n'a aucun intérêt au maintien d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'exploitation du travail. Ils sont les seuls à pouvoir mettre fin à la domination de la bourgeoisie et à pouvoir réorganiser l'économie sur des bases collectives.

Plus que jamais, l'avenir de l'humanité en dépend

## Chômage : l'art de bidonner les statistiques

Le gouvernement s'est congratulé d'une baisse, pourtant dérisoire, de 0,2 %, du chômage au second trimestre 2019 en France, alors que l'économie ne cesse de ralentir. Mais, à vrai dire, le décompte officiel du nombre de chômeurs est davantage destiné à masquer la réalité qu'à l'éclairer.

Et suivant les organismes, Insee ou Pôle emploi, on trouve, pour la même catégorie de chômeurs, des écarts... d'un million.

Pôle emploi répertorie les chômeurs en cinq catégories, de A à E, dont le total, y compris territoires d'outre-mer, est actuellement de 6,55 millions.

Mais seule la catégorie A, les chômeurs sans aucune activité, est prise en compte pour mesurer le chô-

mage officiel. Cela représente 3,6 millions de personnes, du moins selon Pôle emploi.

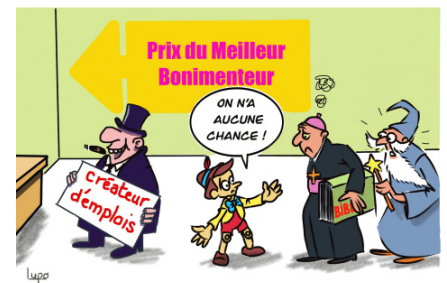
Mais pour l'Insee, de nombreux demandeurs d'emploi classés en catégorie A par Pôle emploi ne sont pas considérés comme chômeurs. L'Insee refuse de retenir comme chômeurs, par exemple, des seniors qui, à l'approche de la retraite, ont des difficultés à trouver un emploi et dont « la motivation peut décliner ». L'Insee compte un million de chômeurs de moins que Pôle emploi.

En réalité, le nombre de chômeurs est sous-estimé des deux côtés. Bon nombre de chômeurs, en particulier des jeunes, ne sont même pas inscrits à Pôle emploi et ne sont recensés par aucun organisme. La part de ceux en âge de travailler qui sont totalement

sortis du marché du travail (ils n'ont pas d'emploi et n'en cherchent pas) a augmenté cette année.

Priver d'emploi des millions de travailleurs est une atteinte à leurs ressources, à leur dignité, et représente un gâchis pour l'ensemble de la société.

Il faut imposer à la classe capitaliste la répartition du travail entre tous, sans baisse de salaire, en prenant sur les profits.



## Un cadeau 4 étoiles de la Région au groupe Hilton

Mardi 13 août la commission permanente de la Région a voté une subvention régionale et européenne de 3,5 millions d'euros en faveur de la SARL Roland Garros Investissements / SAS Roland Garros SN en vue de son projet de construction d'un hôtel 4 étoiles Hilton à proximité de l'aéroport Roland Garros.

Si Hilton s'installe à La Réunion, c'est qu'il a du fric à y gagner.

Pour rappel le groupe américain Hilton emploie 164 000 salariés dans le monde qui travaillent dans ses 4727 hôtels et qui ont rapporté 700 millions d'euros de bénéfices à ses actionnaires.

Comment les dirigeants de la Région peuvent-ils justifier de faire ce cadeau de 3,5 millions d'euros d'argent public à un groupe qui brasse des milliards ?

Rapporté au nombre de création d'emploi (95), cette subvention correspond à 36 842 euros par emploi.

Le gouvernement Macron/Phi-

lippe et leurs relais locaux justifient la suppression des contrats aidés, prônent la suppression de dizaines d'emplois au CHU, ferment les hôpitaux publics et les trésoreries parce que, nous disent-ils, l'État est endetté et n'a plus d'argent, mais ils dilapident l'argent public, notre argent, pour arroser les capitalistes qui, au

dire même des économistes défendant le système, croulent sous les liquidités !

Il faut mettre un terme à ce scandale. Ces 3,5 millions doivent servir au développement de l'emploi dans les services publics, pas à gaver le grand capital !

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 13 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 14 SEPTEMBRE de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT**  
**SAMEDI 28 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 29 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**



## Pour changer la société, il y a du pain... sur la planche !

Suite à la fermeture de la scierie détenue par l'ONF il y a quelques années, c'est l'entreprise Sciages de Bourbon qui a repris principalement cette activité avec pour actionnaires Ravate, Mogamat, Copobois, la Chambre des Métiers et l'ONF. L'approvisionnement devait se faire à partir du massif de cryptomérias de Terre Plate situé au-dessus de Hellbourg, mais l'entreprise métropolitaine Sefta chargé du travail d'extraction des grumes ayant fait faillite, le bois n'est plus livré alors que plus de 2,4 millions d'euros ont été investis dans un matériel haut de gamme pour transporter les grumes.

C'est le prétexte qu'a utilisé le patron de Sciages de Bourbon pour réduire son effectif de 16 ouvriers en 2017 à 12 en 2019, pour ne pas payer leurs salaires à deux ouvriers plusieurs mois de suite quitte à se retrouver aux prud'hommes. Aujourd'hui encore ce monsieur met la pression sur les ouvriers restant dans ses ateliers pour qu'ils tournent sur plusieurs postes à la fois, faute d'effectifs suffisants, leur reprochant de ne pas prendre soin de son matériel de coupe alors qu'ils ne sont ni rompus à cette tâche, ni payés en conséquence... alors que des milliers de mètres cubes de bois coupés res-

tent en plan sans pouvoir être utilisés !

Les ouvriers de la scierie font donc les frais du laxisme de l'ONF et des pouvoirs publics et de la politique d'économies tous azimuts pratiquée par leur patron. Gâchis des ressources naturelles, mépris des travailleurs, anarchie dans la production, quel beau bilan nous offre la société capitaliste !

Pour que cela change, les travailleurs devront prendre le pouvoir des mains du patronat et diriger la société par eux-mêmes... ils n'y couperont pas !

## Les élus locaux montent au créneau : GBH peut dormir sur ses deux oreilles



Un mois après que le Groupe Bernard Hayot (GBH) a annoncé son intention de racheter le groupe Vindemia ; filiale de Casino qui possède à La Réunion les enseignes Jumbo et Score, les présidents des conseils régional et départemental, les sept députés et les quatre sénateurs de La Réunion, de droite comme de gauche, ont adressé « une lettre à monsieur le président de la république » titrée « La Réunion a besoin de vous », pour pour lui demander d'intervenir pour « lutter contre les situations de rente, de position dominante et de monopole » qui résulteraient de cette opération capitaliste.

Ainsi, ces élus implorant Macron

d'agir pour qu'il y ait une « concurrence saine » à La Réunion.

Macron, l'ex banquier, serviteur et ami des très riches, serait à leur yeux le Robin des Bois qui pourrait redonner du pouvoir d'achat aux ménages.

Mais de qui se moquent-ils ?

D'abord, la concurrence qui existe au sein du marché de la grande distribution, n'a jamais fait baisser les prix ! Les familles des classes populaires savent très bien que les marchandises sont chères quel que soit le lieu où elles font leurs courses. Et ce n'est pas le « bouclier qualité-prix » pondu par l'Observatoire des prix cher à nos élus qui y change quelque

chose.

Ensuite, ceux qui crient aujourd'hui au loup à propos de GBH à commencer par le président de Région Didier Robert, n'ont-ils favorisé son implantation et son développement en lui accordant d'énormes aides ou en approuvant des cadeaux de l'État par millions sous forme de subventions diverses, de défiscalisation, de CICE, etc ?

Les familles de travailleurs n'ont rien à attendre de ces élus et de Macron qui déroulent le tapis rouge devant les capitalistes Hayot et consorts.

En revanche, elles ne se sont pas trompé en prenant pour cible dans tous les sens du terme, ces grands patrons et leurs sacro-saintes propriétés, temples de profits et lieux d'exploitation des travailleurs comme en 1991 lors des événements dits du « Chaudron », lors des manifestations et des grèves 2009 ou récemment pendant le mouvement « gilets jaunes ».

Oui, le seul et véritable moyen de relever le niveau de vie et des salaires des classes populaires, est de s'attaquer aux profits des capitalistes... par la lutte collective.



## Plaine de Gillot : spéculation foncière et sans développement économique

Les jeunes agriculteurs ont paraît-il de plus en plus de difficulté à trouver des terrains à exploiter. Cela ne va pas s'arranger avec la décision de la mairie de Sainte-Marie de donner son feu vert au déclassement de 55 hectares de terres en terrain plat, cultivés en canne dans le secteur de Duparc pour y créer une extension de la zone d'activité économique. Les propriétaires fonciers, la famille de l'ex-maire Roger Payet, vont sans

doute réaliser une belle opération avec la vente de ces terrains dont le montant est tenu secret ! L'acheteur et promoteur immobilier, le groupe Opale-Alsei, aussi qui va sans doute bénéficier de loi de défiscalisation et revendre le mètre carré agricole au prix du mètre construit. Maire et lotisseur promettent des milliers d'emplois.

On nous avait déjà fait le même coup dans les années 1990 pour les

terrains appartenant au même propriétaire, mais situés de l'autre côté de la quatre voies, trente ans plus tard, la plupart sont restés en friche et les quelques entreprises qui s'y sont installées n'emploient que quelques dizaines de personnes.

Créer de l'emploi est le dernier souci des spéculateurs et des capitalistes dont le seul but est de voler la société.

### EDF : des économies criminelles

À Saint-Pierre, rue du Four à Chaux, on a frôlé la catastrophe lors d'un « chantier d'aménagement de la partie basse du centre ville » nous apprend le Quotidien du 27 août.

En effet des ouvriers d'une entreprise intervenante ont accroché avec leur engin un câble EDF sous terrain haute tension pas assez enfoui. Il s'en est suivi un court circuit de forte intensité, heureusement sans faire de blessés, mais plongeant tout le quartier dans l'obscurité.

Le câble en question ne figurait

pas sur les plans remis par EDF à l'entreprise intervenant sur ce chantier. Les travailleurs ne pouvaient donc pas prendre leurs précautions avant de lancer les travaux.

Cette situation n'est en rien due au hasard. EDF a en effet réduit au minimum l'effectif de son service cartographie. Rien d'étonnant à ce que tous les câbles ne soient pas tous enregistrés sur ses plans. Or, avant de lancer de tels chantiers, les entreprises prestataires doivent s'assurer qu'elles ne rencontreront pas de câbles électriques sur leur chemin ou

du moins à proximité de leurs zones d'intervention. Ce sont les mesures de précaution élémentaires qui doivent être prises par celles-ci, encore faut-il qu'EDF leur fournisse des attestations d'absence ou de présence de danger fiables.

Mais à force de réduire ses effectifs et de recourir à la sous-traitance, EDF ne contrôle plus rien... quitte à mettre la vie des travailleurs en danger.

L'entreprise prestataire a déposé plainte pour mise en danger contre la vie d'autrui. Avec raison.

### G7 : festival international du mensonge

Le programme officiel de la réunion du G7, à Biarritz en France, du 24 au 26 août, était la lutte contre les inégalités. Ces gens, les chefs des États les plus puissants du monde, qui organisent chez eux la guerre sociale contre les travailleurs, parlent de lutter contre l'inégalité. Leurs avions bombardent et rasant des régions entières, de l'Irak à la Libye, et ils parlent de paix. Leurs industriels polluent les terres et les océans, et ils parlent d'écologie. Leurs géants du numérique et leurs polices espionnent le moindre de nos gestes, et ils parlent d'éthique. Leur monde est fondé sur l'exploitation du travail, et ils parlent de justice.

Le G7 réunit les grands pays impérialistes, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et le Canada, les pa-

tries des trusts géants et des banques internationales qui pillent la planète. Leur intérêt commun consiste en la pérennité et, si possible, la stabilité de leur ordre social, et cela malgré la concurrence entre eux, malgré la stagnation de l'économie mondiale qui exacerbe encore la lutte de tous contre tous.

Dans ces conditions, le G7 est une réunion de brigands où chacun défend sa part de butin. Les rodomontades de Trump et ses menaces de guerre commerciale, par exemple, sont peu appréciées des six autres, qui y voient une entrave aux affaires de leurs propres capitalistes.

Bien loin de la lutte contre les inégalités, les véritables discussions entre représentants des puissants de ce monde, s'il y en a eu, ont eu lieu loin des oreilles du public. Et globa-

lement, il n'en est rien sorti, comme à l'accoutumée. Ces gens sont bien incapables, quand bien même ils le voudraient, d'organiser leur propre économie et de protéger l'humanité des crises engendrées par la course au profit. Les quatre décennies de G7 annuel et leur absence complète de résultats sont là pour le prouver.



Flickr

## Blanquer : recalé !



Le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer est venu faire sa rentrée des classes à La Réunion du 19 au 20 août.

Aux parents, aux élèves et au personnel des lycées, collèges et écoles primaires, il a voulu faire croire que la politique de son gouvernement vise à réduire les inégalités sociales parmi la population.

Il a sorti de son cartable quelques rares exemples comme le dédoublement des classes en CP et CE1 ou le petit-déjeuner à l'école qui relèvent plus de fables « macroniennes » que de réelles avancées. Rien parmi les mesures prises par Blanquer et son chef Macron n'améliore les conditions de travail des salariés de l'Édu-

cation nationale ni l'enseignement. Au contraire !

Rappelons qu'à la rentrée 2018, l'académie de La Réunion a supprimé 10 classes dans plusieurs villes dont certaines classées en REP+ (Réseau d'Éducation Prioritaire renforcée). Cette année, les quelques nouvelles écoles en primaire qui ont ouvert leurs portes sont loin de résorber le sureffectif dans les classes.

Quant au dédoublement des classes en CP et CE1, il ne concerne pas toute l'académie ni tous les niveaux.

Ainsi, les élèves qui ont connu des classes allégées de moins de 15 élèves arrivent en CM1 ou CM2 dans des classes de 30 !

Cette mesure n'est qu'une vitrine

qui cache une arrière boutique qui se dégrade.

Pour ce qui est de la réforme du lycée et du bac, sous prétexte de rendre les examens moins lourds et donner un plus large choix aux lycéens, le gouvernement a décidé de supprimer les séries scientifique (S), économique et social (ES) et littéraire (L) au profit d'une liste de spécialités que choisiront les élèves.

Mais là où le bât blesse, c'est que toutes les spécialités ne seront pas proposées par l'ensemble des établissements. Les élèves intéressés par une discipline devront-ils y renoncer ou devront-ils faire des dizaines de kilomètres, voire bien plus pour l'avoir ? Et quel serait le devenir des enseignants dont la ou les disciplines auraient disparu de l'établissement ?

Dans le primaire comme dans le secondaire, ce sont les familles populaires qui n'ont pas les moyens d'inscrire leurs enfants dans des établissements les mieux lotis (encore faut-il qu'il y ait de la place ! ) qui pâtiront des réformes du gouvernement.

Blanquer a déclaré que La Réunion est un territoire d'expérimentations. Mais les élèves et les enseignants ne sont pas des cobayes !

Loin d'être un « levier de réussite » l'école version Blanquer-Macron a de quoi soulever l'indignation et le mécontentement des enseignants, des jeunes et de leurs parents !

## Des moyens, pas de blabla !

Sur des sujets comme le calendrier climatique ou la chaleur dans les écoles, le ministre Blanquer a été moins bavard et s'est contenté de renvoyer la balle au recteur de La Réunion qui « connaît mieux la question » ou aux collectivités locales, car la « question est pluriannuelle », autrement dit renvoyée aux calendes grecques.

Lorsqu'il s'agit de mettre la main à la poche pour faire des travaux

dans les établissements ou en construire de nouveaux pour rendre l'apprentissage moins pénible, le gouvernement tourne le dos au tableau pour ne pas résoudre le problème.

Pire, il fait supporter des aménagements ou des travaux sur les budgets des communes ...qu'il réduit d'année en année !

À Saint-Louis, par exemple, le dédoublement des classes a coûté

plus de 900 000 euros sur deux ans, payés pour les deux tiers par la municipalité !

Le gouvernement laisse les enfants dans les constructions « Algéco », en réduisant en plus leur cour de récréation, mais sait trouver des milliards pour arroser les capitalistes.

Mais c'est connu, Macron et son copain préfèrent jouer dans la cour des grands...patrons !



## Étudiants étrangers : une discrimination inadmissible

Au printemps dernier, le gouvernement a publié les décrets décuplant les frais d'inscription des étudiants étrangers non-européens. Ils passent de 170 à 2 770 euros en licence, et de 243 à 3 770 euros en master.

Sont en particulier visés les étudiants modestes des anciennes colonies françaises d'Afrique et d'Asie. La France y a imposé pendant des décennies l'usage du français par la politique de la canonnière et l'école des missionnaires. Mais, si les politiciens se glorifient de la grandeur de la francophonie, vestige de cet empire colonial, ils dénie aux enfants des peuples des ex-colonies de poursuivre leurs études dans l'ancienne métropole.

À ces frais prohibitifs s'ajoute le fait que les étudiants étrangers ont ra-

rement accès aux logements universitaires, réservés prioritairement aux boursiers. Or pour être boursier du Crous, il faut être titulaire de la nationalité française. Enfin s'ajoutent les obstacles administratifs liés à l'obtention et au renouvellement des visas, à l'accès aux soins ou à l'ouverture d'un compte en banque. Ainsi, un étudiant étranger sur trois n'a pas de couverture complémentaire santé.

Macron a eu le culot de rendre hommage aux troupes coloniales françaises lors de l'anniversaire du débarquement en Provence de 1944. Il a demandé aux maires « d'entretenir la mémoire de ces hommes ». Lui se charge de barrer l'entrée du pays et des universités à leurs arrièrepets-enfants.



## Rentrée scolaire : toujours plus chère

Mardi 20 août, trois millions de familles populaires ont en France reçu l'allocation de rentrée scolaire (ARS), revalorisée seulement de 0,3 %, bien en dessous de la hausse du coût de la vie.

Dans le primaire et le secondaire, le coût de la scolarité pèse de plus en plus dans le budget des familles populaires. Une étude démontre que le coût de toute une année scolaire peut aller de 842 à 1 128 euros pour les classes de primaire et de 1 436 à 1 542 euros pour les classes de collège et de lycée. Pour le primaire, il faut ajouter le désengagement de l'État dans le budget des communes. Pour compenser, les enseignants sont contraints de solliciter les parents pour acheter des ramettes de papier, des cahiers et autres fournitures pour la classe.

Les dépenses scolaires peuvent représenter plus de 37 % du budget de certaines familles pour le mois de septembre, et même l'engloutir complètement lorsqu'il s'agit de parents au smic ayant plusieurs enfants en section professionnelle, où les dépenses peuvent être encore plus

importantes.

Pour le supérieur, une enquête publiée le 16 août par le syndicat étudiant UNEF montre des coûts en hausse, deux fois plus que l'inflation officielle. Le loyer représente à lui seul 69 % du budget étudiant. Il faut encore ajouter le transport et la restauration, en augmentation de 1,54% dans les restaurants et de 8,17 % dans

les cafétérias universitaires. L'étude du syndicat UNEF révèle aussi que les femmes sont les plus impactées par la précarité et la pauvreté en milieu étudiant.

La prétendue gratuité de l'école républicaine est une fable. Et ce n'est pas ce gouvernement, occupé à distribuer les milliards pour aider les capitalistes, qui va y remédier.





## Pénuries de médicaments : la santé malade du profit

Selon l'Agence nationale de sécurité du médicament, 868 signalements de tensions ou de ruptures d'approvisionnement de médicaments ont été notés en 2018, vingt fois plus qu'en 2008. Sont concernés des médicaments contre le cancer, des antibiotiques, des corticoïdes, des traitements de l'hypertension, des maladies cardiaques... Les responsables sont les laboratoires pharmaceutiques, qui se débarrassent de la production de médicaments jugés par eux peu rentables, quand bien même ils seraient vitaux pour une partie de la population.

La production de médicaments, comme de tout produit, est le fait de groupes capitalistes qui l'organisent en fonction de leurs seuls intérêts. Pour diminuer le plus possible les

coûts, ils limitent les stocks et peuvent faire produire un médicament destiné au monde entier par une seule usine. Tant pis si, parfois, la machine se grippe et que le médicament n'est plus disponible. D'autant que la pénurie ainsi créée leur permet d'en augmenter le prix, et souvent de façon astronomique. Ils peuvent d'ailleurs décider d'arrêter purement et simplement la production d'un médicament qui ne leur rapporte pas assez, quitte à mettre en danger la vie des malades qui en dépendent.

Les laboratoires ont répondu à ces dénonciations qu'« *il n'y a pas de solution unique et simpliste.* » Mais la seule solution, et de bon sens, serait, pour les travailleurs, d'exproprier les laboratoires capitalistes et de produire les médicaments à prix coûtant, sous le contrôle de la population.

tant, sous le contrôle de la population.



## Diabète : Medtronic se sucre

L'entreprise Medtronic, multinationale américaine géante de la technologie médicale, vient d'annoncer pour 2020 l'arrêt de la production des pompes à insuline implantées dans l'abdomen, dont elle détient le brevet.

La plupart des diabétiques utilisent des stylos à insuline ou des pompes à insuline externes, pour s'injecter l'insuline que leur pancréas ne fabrique plus. Mais d'autres, très peu nombreux, ont besoin d'une

pompe implantée car, chez eux, l'administration d'insuline à travers la peau (stylo ou pompe externe) se fait de façon trop variable. Ils sont aujourd'hui 400 diabétiques dans le monde, dont 250 en France, qui utilisent la pompe Medtronic. Elle seule leur permet de mener une vie normale, en équilibrant leur taux de sucre et en limitant des complications et des hospitalisations fréquentes. Ces malades, dont les pompes actuelles ont une durée de vie de six à

huit ans, sont donc extrêmement inquiets.

Mais ce n'est pas le cas de Medtronic, qui ne s'inquiète que pour ses profits. Cette pompe a beau être vendue à 35 000 euros, avec 400 patients, le marché est trop petit pour assurer une rentabilité jugée suffisante pour cette entreprise au chiffre d'affaires de 23 milliards de dollars.

## À bas le capitalisme !

Destruction des ressources naturelles, pollution de la planète (plastiques, hydrocarbures, déchets nucléaires, etc.), défrichement massif des forêts amazonienne, africaines et asiatiques, exploitation sans limite des travailleurs, même des enfants, menace grandissante d'une guerre généralisée avec le réarmement général des États, anarchie dans la production de biens, surproduction d'un côté, sous-développement de l'autre, tel est le bilan désastreux du capitalisme que les thuriféraires du système

osent encore nous présenter comme « indépensable » !

Et bien, même le patronat français se pose doctement la question, à l'occasion de son rassemblement annuel près du champ de course de Longchamp (symbole de la spéculation sans doute !) « *si le capitalisme a encore un avenir ?* ». C'est dire !

Alors, comme l'a déclaré avec lucidité le Grand conseil coutumier des peuples amazoniens et bushinengué de Guyane : « *Les incendies en Amazonie ne sont pas de simples*

*feux, c'est l'oeuvre du capitalisme !* ». Oui, il a raison, c'est l'oeuvre des grandes entreprises capitalistes productrices de soja qui n'hésitent pas à embraser la forêt amazonienne pour en faire des terres à soja et donc à profit.

Ce système, le système capitaliste, a fait son temps et suffisamment de dégâts sur terre comme cela. Il doit disparaître !

## Féminicides : le gouvernement laisse faire

Il ne se passe pas une semaine sans que les médias fassent état de plusieurs meurtres de femmes par leur conjoint, et la ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, a annoncé l'ouverture d'un Grenelle des violences conjugales à partir du 3

septembre.

Il ne s'agira, hélas, que d'une grand-messe de plus, car le gouvernement se refuse à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire face à l'urgence.

Les féminicides – les meurtres de femmes tuées par leur conjoint ou ex-

conjoint – sont la conséquence extrême d'un sexisme très largement répandu dans la société. D'après les associations, on compte en tout en France au moins 200 000 victimes de violences conjugales chaque année, et près de 80 000 victimes de viols ou tentatives de viol.

Le site Féminicides par (ex) compagnons a recensé 97 féminicides depuis le début de l'année 2019, soit une femme tuée tous les deux jours, contre une tous les trois jours au cours des années précédentes.

Plusieurs associations réclament actuellement 500 millions d'euros par an, au minimum, pour mettre réellement en œuvre les mesures qui aideraient les femmes en danger avec, en plus d'une protection judiciaire effective, des logements d'urgence, la possibilité de travailler, et un soutien humain conséquent. Le budget actuel est d'à peine 79 millions d'euros. Face à cette revendication, la seule chose dont la ministre n'est pas avare, ce sont les paroles !



## La France et les soldats d'Afrique : le temps maudit des colonies

Jeudi 15 août, Emmanuel Macron a salué « la part d'Afrique » qui constitue la France, et plus précisément la part « du sang versé » par les soldats issus des colonies françaises d'Afrique au moment du débarquement de Provence le 15 août 1944.

Les 250 000 soldats de la 1ère Armée qui a débarqué en Provence étaient pour beaucoup des Algériens, des Marocains, des Tunisiens, mais aussi des Sénégalais, des Ivoiriens, des Guinéens, des Malgaches, engagés car poussés par la faim, et bien plus souvent encore enrôlés de force.

Au moment du débarquement, ces hommes étaient en première ligne. Mais, dès la remontée du Rhône, l'armée fut blanchie et les soldats africains laissés à l'arrière pour faire place à de nouvelles recrues et à des maquisards FFI.

Il s'agissait d'accréditer l'idée que la France s'était libérée seule. Ce

mythe était propagé par toutes les forces politiques, du PCF aux gaullistes, pour légitimer l'appareil d'État dans son rôle de défenseur de l'ordre social. Il était aussi urgent de se débarrasser de ces soldats coloniaux qui avaient manié les armes et qui pensaient pour beaucoup que l'État leur était redevable. Les rapatriements commencèrent. Le 1er décembre 1944, des soldats africains, renvoyés au Sénégal au camp de Thiaroye, se révoltaient pour le paiement de leur solde. Au moins 70 d'entre eux furent tués.

À cette époque, loin de reconnaître le « sang versé », le gouvernement répondait par des massacres aux revendications des populations colonisées. Ce fut le cas en Algérie, à Sétif en 1945, comme à Madagascar et au Cameroun à partir de 1947.

Aujourd'hui, Macron parle d'une « gratitude impérissable » due aux

soldats d'alors. Cela ne lui coûte pas cher. Oublier ces centaines de milliers de sacrifiés, ou se faire une gloire de les avoir transformés de force en chair à canon, voilà à quoi se réduit ce chapitre de l'histoire républicaine.



Cimetière militaire (Marne) flickr.com



# Migrants en Méditerranée : politique meurtrière des gouvernements européens

Le 20 août, la justice italienne a finalement imposé le débarquement des 107 migrants retenus pendant 19 jours sur l'*Open Arms* devant Lampedusa. Un autre bateau est lui toujours bloqué en mer. Prévu pour 200 personnes, il en accueille 356, et leurs conditions de survie sont de plus en plus précaires.

Le ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Matteo Salvini, qui utilise la question des migrants comme un marchepied pour le pouvoir, avait signé un décret interdisant à l'*Open Arms* l'accès aux eaux territoriales italiennes. Malgré une première décision de la justice italienne cassant ce décret, Salvini avait maintenu l'interdiction. L'*Open Arms* avait pu débarquer 27 mineurs isolés, mais plus de

100 personnes restaient bloquées à bord, disposant de deux lavabos et 180 m<sup>2</sup> abrités. La situation devenait hors de contrôle, des migrants désespérés se jetaient à l'eau pour rejoindre l'île à la nage.

Les autres gouvernements européens sont tout autant responsables que celui de l'Italie. L'Espagne a commencé par refuser que l'*Open Arms* accoste sur ses côtes et a rejeté une demande d'asile pour 31 migrants mineurs. Elle a finalement accepté d'ouvrir un port. La France acceptait certes d'accueillir 40 migrants de l'*Open Arms*, mais elle tergiversait pour ceux de l'autre bateau et elle interdit toujours l'accès à ses ports.

Les navires des ONG sont les

seuls à l'heure actuelle à venir en aide aux migrants, qui risquent la noyade en Méditerranée. 2 262 sont morts ainsi en 2018, d'après l'ONU. L'Union européenne a cessé les opérations de secours et se contente de signaler la présence des embarcations de migrants aux gardes-côtes libyens, qui les ramènent vers des camps où ils sont torturés et réduits en esclavage. En même temps qu'elle imposait le débarquement des passagers de l'*Open Arms*, la justice italienne plaçait le bateau sous séquestre. Un seul navire d'ONG poursuit désormais ses patrouilles.

Loi d'être le modèle social et culturel qu'elle prétend être, l'Union européenne offre un visage de plus en plus inhumain.

## DANS LES ENTREPRISES

### Grève à la rédaction du Quotidien contre la censure

Mardi 27 août, la grande majorité des journalistes du Quotidien de l'Île de La Réunion se mettait en grève pour une journée suite au refus de leur direction de laisser paraître deux articles concernant, l'un, une demande de subvention publique du site d'information Zinfos974 au titre de la loi de modernisation de la presse et l'autre, prévu en double page, un interview du président de l'Observatoire des prix de La Réunion avec en arrière plan le rachat du groupe Vindemia par le groupe antillais appartenant à Bernard Hayot.

Le Quotidien qui habituellement compte pas loin d'une cinquantaine de pages n'en comptait plus ce jour-là que vingt huit !

Ce journal, comme les autres médias d'information, sont de plus en plus tributaires de leurs annonceurs qui se trouvent être les plus gros capitalistes ayant des intérêts dans

l'île. Il s'agit de ceux de la grande distribution... tels Bernard Hayot ! Ou de ceux des concessions automobiles... tels Bernard Hayot, ou même des collectivités territoriales dirigés par des politiciens entièrement dévoués aux intérêts des premiers cités.

La parution de ces articles aurait-elle pu provoquer l'ire et les mesures de rétorsion financière de ces capitalistes et cela expliquerait-il le veto mis par la direction du Quotidien à leur impression ? La direction du Quotidien ne s'est pas exprimée à ce sujet. Son directeur de rédaction, par contre, s'est fendu d'un éditorial accusant les grévistes d'avoir décrété la non-parution du journal et empêché sa distribution - ce qui est faux - tout en déclarant que les lecteurs apprécieraient un journal pour sa ligne éditoriale, ce qui est assez fort de café pour une direction qui veut donner la

libre information.

En tout cas, cela montre bien une fois de plus les limites de l'expression démocratique dans un système où les détenteurs de capitaux sont rois.

En s'insurgeant contre la censure, les journalistes du Quotidien ont au contraire défendu le droit de leurs lecteurs à l'information. C'est tout à leur honneur.





## Les marins de la Sapmer en grève pour les salaires

Pendant cinq jours, du 19 au 24 août, les marins de la Sapmer spécialisés dans la pêche à la légine ont bloqué le départ des palangriers pour la nouvelle campagne de pêche dans les mers australes. Ils réclamaient d'être traités à égalité avec leurs camarades travaillant sur les tho-

niers-senneurs bénéficiant de primes pendant leurs repos, d'une meilleure rémunération quand ils sont à terre et d'être rémunérés sur la base du poisson pêché et non du poisson débarqué et découpé.

Ils ont fait reculer leurs patrons qui ne sont autres que les capitalistes

Armand et Jacques Dechateauvieux qui contrôlent la Sapmer à 90 % à travers de leur holding Jaccar. Le chiffre d'affaire de la Sapmer s'élève à 163 millions d'euros en 2017 de quoi largement satisfaire les revendications des marins.

## DANS LE MONDE

### BRÉSIL

#### L'Amazonie brûle



Greenpeace

Chaque année, l'Amazonie brûle à la saison sèche, par suite de la déforestation. Les exploitants forestiers abattent la forêt primaire, prennent les bois précieux et mettent le feu à tout le reste. Après les brûlis peuvent arriver les entreprises minières, les éleveurs de vaches, les planteurs de canne à sucre et de soja.

Mais le phénomène s'accélère, amplifié sans doute par le réchauffement climatique. Depuis le début de l'année il y a eu 75 000 incendies de forêt : 85 % de plus que l'an passé. Le président brésilien Bolsonaro se défend d'être responsable de ces incendies, mais sa politique et ses discours n'y sont pas pour rien. Tout au long de sa campagne présiden-

tielle, il a dénoncé les réserves indiennes et les forêts d'État comme des zones inutiles au pays, dont il faudrait mettre en valeur le sol et le sous-sol. Rien d'étonnant à ce que les trusts de l'agroindustrie se sentent les coudées franches.

Les grands propriétaires terriens disposent au Parlement d'un groupe d'appui de près de la moitié des députés. Leurs désirs sont depuis toujours des ordres pour les gouvernements. Lula a par exemple autorisé la culture du soja transgénique. Bolsonaro, lui, a proclamé qu'il leur laisserait tous les droits, et il a tenu ses promesses. Il a démantelé les institutions qui auraient pu entraver la déforestation : la Funai

censée protéger les Indiens, l'Ibama chargé de l'écologie, l'Institut des recherches spatiales dont les satellites surveillent l'Amazonie. Quant aux ONG, après leur avoir coupé les fonds, il les accuse d'avoir mis le feu pour lui nuire.

Bolsonaro promet aujourd'hui de réagir fermement contre les incendies, mobilisant l'armée. Mais l'état-major ne va pas pour autant ordonner d'arrêter les grands propriétaires responsables de ces incendies. L'État brésilien, c'est l'État de ces grands propriétaires, des multinationales qui travaillent pour le marché mondial du bois, des métaux, de la viande, du soja, du sucre, du jus d'orange.

## Girardin le retour

Lundi 26 août, sur la chaîne de TV publique Mayotte première, le journal du soir a eu comme invitée la ministre de l'outre-mer Mme Girardin qui venait présenter tous les moyens déployés par l'État pour empêcher les migrants d'accéder à l'île (nouveaux bateaux, plan de lutte, embauche de policiers).

Ainsi le « problème majeur » sur l'île ne serait pas la pauvreté, le chômage et l'exploitation, le mal logement, la mauvaise qualité des services publics mais la soi-disant « immigration massive ».

La ministre soucieuse de plaire aux représentants des intérêts de la bourgeoisie à Mayotte, a tout de même semblé gênée par la diffusion d'un reportage éclairant l'exploitation

dont sont victimes les migrants.

Ce court-métrage réalisé dans un cadre pédagogique par des lycéens de Mamoudzou évoque entre autres choses les difficultés rencontrées par une mère de famille comorienne pour s'intégrer à Mayotte face à des comportements exploités et cruels de certains locaux. Ce phénomène d'exploitation des sans papiers est connu dans l'île. Les habitants savent bien que certains notables utilisent des Comoriens ou des Malgaches pour diverses tâches sans les payer correctement, voire en les maltraitant.

Cette diffusion a provoqué l'indignation des membres du Codim et de journalistes sur le plateau, qui en appellent à l'interdiction du court métrage réalisé avec l'aide d'un

professeur muzungu...! Sous-entendu un gauchiste venu de métropole.

Ces gens sont à plat ventre devant un système inique dont la seule boussole est le profit, petit ou grand, peu importe, même les miettes leur plaisent.

Il n'est pas possible que les travailleurs, les exploités, continuent à leur laisser tenir le haut du pavé. L'Humanité mérite d'autres lois, celles de la solidarité et d'une économie basée sur la recherche de la satisfaction des besoins de tous et du respect de la planète.

Pour atteindre cet objectif c'est le capitalisme qu'il faut expulser !

**Diner Dansant  
de  
Lutte ouvrière**

**le 5 octobre 2019**

**Réservez vos  
places dès  
maintenant  
auprès de nos  
militants !**



 Suivez le blog de  
Nathalie Arthaud :  
<http://www.nathalie-arthaud.info>

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
Je souhaite m'abonner au  
journal *Lutte ouvrière - Île de  
La Réunion* pour une période  
de.....mois

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme  
de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282